



Aujourd'hui, lundi 27 février 2023, les organisations syndicales ont été invités à rencontrer les députés de la Commission d'enquête parlementaire.

**FO Justice** et **La CGT Pénitentiaire**, se sont unis pour une seule et même cause et l'ont fait savoir dès la prise de parole : Notre collègue n'est pas en cause dans l'assassinat de YVAN COLONNA.

**FO Justice** et **CGT Pénitentiaire** sont arrivés à l'heure programmée, c'est à dire 11h45. Et nous avons été surpris d'apprendre que le secrétaire local de l'UFAP accompagnait la Commission d'enquête parlementaire en détention depuis 8h00 du matin.

Quel est le but ? Paraître une fois de plus ? Pour se faire bien voir en détention ?

Bref, aucune de ses réponses ne serait intéressante à entendre, car ce serait mensonges, manipulation. Comme faire croire à quiconque veut l'entendre que FO Justice est à l'origine de la demande de la fermeture de la brigade activités ? Un exemple parmi un grand nombre...

Revenons à l'essentiel, la **CGT Pénitentiaire** et **FO Justice** ont répondu aux questions, faisant état de dysfonctionnements au moment des faits.

Bien sûr, "l'accompagnateur de 8h00" a essayé de monopoliser le temps de parole, en disant quelques absurdités, en particulier sur des fiches de postes pour les activités, sa propre brigade...

Son flot de paroles était continu, mais rare était les éléments judiciaires et pertinents dans son monologue.

**FO Justice** et la **CGT pénitentiaire** ont eu l'intelligence de venir ensemble pour échanger devant cette commission.

Bien que chaque organisation syndicale mène ses propres projets, nous avons montré que pour la défense des collègues, nous pouvons faire front commun.

La **CGT pénitentiaire** et **FO Justice** ont profité de ce temps de rencontre pour alerter de nouveau, ces élus sur la nécessité de doter des moyens humains et matériels supplémentaires à l'administration pénitentiaire et d'accompagner les agents à travers les formations.

On espère que cette action commune fera prendre conscience au secrétaire local UFAP, que certains sujets essentiels méritent une convergence des actions syndicales. La réforme des retraites et le front syndical qui s'y oppose le démontrent.

Les bureaux locaux

le 27 février 2023